

# **BIPED 3**

## **ÉDITORIAL**

### **ESPOIRS ET DÉBOIRES CINQ ANS APRÈS LA CONFÉRENCE DU CAIRE**

Remettre l'individu au centre des préoccupations démographiques, c'est le tournant qu'a cristallisé il y a cinq ans la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD, Le Caire 1994). Le nouveau paradigme implique de développer des approches visant à satisfaire les besoins des individus déjà nés plutôt que gérer le nombre des humains à venir. Cette orientation repose sur deux piliers. Le concept de genre comprend la triple dimension d'égalité, d'équité entre les sexes et de renforcement des ressources dont dispose la femme (*women empowerment*). La notion de santé sexuelle et de la reproduction est quant à elle à la base d'approches intégrées fondées sur une vision de bien-être tout au long de l'existence. Aujourd'hui, même si leur application pose encore souvent problème, ces deux notions sont devenues de précieux outils de travail. La question des droits de la personne en ces domaines a aussi gagné en légitimité et le défi des jeunes pris au sérieux.

#### **Le défi des jeunes**

La nature du défi, posé par les jeunes et aux jeunes, dépend de la structure de la population et du contexte socio-économique. Une forte proportion de jeunes est une chance lorsque le système leur permet de développer leur potentiel et de contribuer au fonctionnement de la société. Le gonflement des jeunes générations peut être une dimension du décollage économique, mais aussi une bombe à retardement dans des conditions de pauvreté et de crise. Il importe aussi de leur donner la parole afin qu'ils soient eux-mêmes artisans de ce monde de demain qui sera le leur. « Faites-nous confiance » est le message des jeunes des quartiers populaires de Bamako rencontrés dans le cadre des visites de terrain du cours Population et Développement, mais aussi des jeunes du monde entier présents au Forum de La Haye. Relever les défis du vieillissement de la population passe nécessairement par une meilleure intégration des jeunes. Il est donc logique que, en cette année de la personne âgée, BIPED leur fasse une large place.

#### **CIPD+5**

L'importance accordée au défi des jeunes constitue une bonne illustration de la tournure qu'ont prise les différentes étapes du processus CIPD+5. Sa quasi absence lors de la Conférence régionale européenne (Budapest, décembre 1998) témoigne bien du fait qu'il ne s'agit pas là d'une préoccupation fondamentale des sociétés vieillissantes du Nord. Cette réunion, dominée par les soucis liés au nombre croissant de personnes âgées et aux perspectives en matière de fécondité, a été cependant aussi une plate-forme que les pays de l'Est du continent ont utilisée pour sensibiliser à la détérioration de leur situation. Les solidarités avec les pays du Sud n'ont eu que peu de place. En revanche, le Forum de La Haye (février 1999), véritable foire aux idées, a donné la parole à tous, notamment par le triple

forum des parlementaires, des ONG et des jeunes qui le précédait immédiatement. A la session de la Commission Population et développement (ECOSOC/ONU) à New York en mars, la question de l'éducation sexuelle et de l'accès des jeunes aux services de santé de la reproduction est un des thèmes sur lesquels les négociations ont échoué. La remise en question de certains acquis de la CIPD par quelques minorités conservatrices (également l'émancipation de la femme, la reconnaissance de la diversité des formes de famille, l'avortement) a bloqué les discussions qui devront être reprises lors d'une séance supplémentaire début mai. Les *nouvelles de l'espace-ressources* proposent un rapide survol de la dimension suisse de CIPD+5. La rubrique *Carrefour* donne la parole à SWISSAID dont le point de vue sur les questions de population semble représentatif de la position des ONG suisses de développement.

Claudine Sauvain-Dugerdil,  
LaboDém

# ÉCLAIRAGES

## DEFIS DÉMOGRAPHIQUES QUE POSENT LES JEUNES

La période d'entrée dans la vie adulte<sup>1</sup> constitue un moment charnière où sont posées les bases de l'autonomie et d'un projet de vie qui passent par l'insertion au monde du travail et, souvent, par la formation d'une famille. Or, notre planète n'a jamais connu un nombre si important de jeunes, situation qui est d'autant plus inédite que le monde traverse une période de transformations sociales et économiques accélérées, accompagnées d'une paupérisation rampante. Plus de 1,1 milliard de personnes sont âgées de 10 à 19 ans, ce qui représente 16,2 % de la population mondiale, et 1,6 milliard ont entre 10 et 24 ans, non loin du tiers des habitants du globe [tableau 1]. 85 % des jeunes se trouvent dans les pays en développement, dont plus de 310 millions en Chine et quelque 303 en Inde (1999). Selon les prévisions démographiques, la population jeune (10-24 ans) atteindra près de deux milliards vers 2025 ; les adolescentes (15-19), quant à elles, seront au nombre de 300 millions environ, dont les trois quarts se trouveront en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine.

**Tableau 1. Evolution de la population jeune**

|                               | En millions |       |           |       |           |       | En pour cent de la population totale |      |           |      |           |      |
|-------------------------------|-------------|-------|-----------|-------|-----------|-------|--------------------------------------|------|-----------|------|-----------|------|
|                               | 10-14 ans   |       | 15-19 ans |       | 20-24 ans |       | 10-14 ans                            |      | 15-19 ans |      | 20-24 ans |      |
|                               | 1999        | 2020  | 1999      | 2020  | 1999      | 2020  | 1999                                 | 2020 | 1999      | 2020 | 1999      | 2020 |
| Afrique subsaharienne         | 81,2        | 123,9 | 69,7      | 113,4 | 57,8      | 101,0 | 12,8                                 | 12,3 | 11,0      | 11,3 | 9,1       | 10,1 |
| Moyen-Orient et Afrique du N. | 36,2        | 45,5  | 33,4      | 42,9  | 29,3      | 40,2  | 11,6                                 | 9,7  | 10,7      | 9,2  | 9,4       | 8,6  |
| Asie (sans Proche-Orient)     | 347,8       | 326,7 | 315,6     | 321,1 | 295,3     | 324,9 | 10,2                                 | 7,7  | 9,3       | 7,6  | 8,7       | 7,7  |
| Amérique latine et Caraïbes   | 54,2        | 55,4  | 52,1      | 55,5  | 48,4      | 55,1  | 10,5                                 | 8,3  | 10,1      | 8,4  | 9,4       | 8,3  |
| Europe occidentale            | 22,7        | 17,3  | 23,5      | 19,0  | 24,6      | 20,6  | 5,9                                  | 4,6  | 6,1       | 5,0  | 6,4       | 5,4  |
| Pays les plus développés a    | 79,6        | 69,1  | 81,2      | 69,9  | 81,1      | 69,0  | 6,7                                  | 5,7  | 6,9       | 5,7  | 6,9       | 5,7  |
| Pays les moins développés     | 522,0       | 554,0 | 471,2     | 534,1 | 429,1     | 522,5 | 10,8                                 | 8,7  | 9,8       | 8,4  | 8,9       | 8,2  |
| Monde                         | 601,6       | 623,0 | 552,3     | 604,0 | 510,1     | 591,5 | 10,0                                 | 8,2  | 9,2       | 8,0  | 8,5       | 7,8  |

**Source :** U.S. Bureau of the Census, *International Data Base*, 1999.

**Note :** a : Europe, y compris l'Europe de l'Est et la Russie, le Canada, les Etats-Unis, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

Il faut cependant placer ces chiffres dans leur contexte. Ainsi, tandis qu'en Asie de l'Est un afflux de main-d'œuvre a des retombées positives sur l'économie, en Afrique, en proie à une

<sup>1</sup>La détermination de l'âge où l'adolescence commence et se termine varie d'une culture à l'autre. L'adolescence commence typiquement avec la puberté, mais l'âge auquel une personne est finalement considérée adulte est très variable et basé sur des critères différents. L'indépendance économique, par exemple, n'a pas de sens dans le contexte africain, où les solidarités familiales sont très prégnantes. Pour des raisons pratiques, les institutions spécialisées (FNUAP, OMS, UNICEF) se sont accordées pour inclure dans les jeunes les personnes qui ont entre 10 et 24 ans. L'adolescence, qui constitue une sous-catégorie de la précédente, couvre la période 10-19 ans.

situation de crise multiforme, cette masse de jeunes ne fait qu'accentuer les problèmes de chômage et de sous-scolarisation [tableau 2]. D'ici à 2010, rien que dans les pays en développement, 700 millions de jeunes vont arriver sur le marché du travail (FNUAP), ce qui représente plus que la force de travail totale des pays développés ! Pour ce qui est de l'éducation, on estimait en 1991 qu'au Mali, par exemple, il fallait créer au moins 6 000 classes nouvelles pour l'an 2000 et ce uniquement pour maintenir le taux de scolarisation primaire au niveau actuel qui, avec 25 %, est parmi les plus bas du monde.

Par ailleurs, on constate une complexification croissante des trajectoires de vie des jeunes, aussi bien dans le Nord que dans le Sud. La désynchronisation des seuils de l'entrée dans la vie adulte et l'installation d'une période de flottement deviennent la norme. Un nouvel âge se dessine avec des aller et retour au domicile des parents, un allongement de la formation et des périodes de petits boulots, un mariage de plus en plus tardif. Le contexte culturel et la transformation des valeurs sociales favorisent l'avancement de l'entrée dans la vie sexuelle. Les jeunes sexuellement actifs avant le mariage sont beaucoup plus nombreux aujourd'hui et sont davantage exposés à une activité sexuelle à risque. Dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, la moitié des adolescentes (15-19 ans) sont ou ont été sexuellement actives ; en Ouganda, par exemple, l'âge moyen au premier rapport sexuel des adolescentes était de 15,5 ans vers 1995. En Asie et en Amérique latine, l'activité sexuelle des femmes célibataires débute en moyenne plus tard ; au Sri Lanka, par exemple, moins d'un tiers des jeunes femmes disent avoir eu des rapports sexuels avant 20 ans. Lorsque l'activité sexuelle commence, la plupart des adolescents ne sont pas bien informés sur la procréation et la sexualité, et n'ont pas accès à des services de santé reproductive. Les mesures destinées à enrayer les maladies sexuellement transmissibles (MST) et les grossesses précoces non désirées restent insuffisantes et inadéquates. Selon l'OMS, un adolescent sur vingt souffre d'une MST curable, souvent non traitée, et plus de la moitié des nouvelles contaminations par le VIH touchent la tranche d'âge 15-24 ans. Chaque jour quelque 4 000 jeunes de moins de 25 ans sont contaminés par le VIH, surtout en Asie du Sud-Est et en Afrique subsaharienne.

Environ 11 pour cent des enfants sont mis au monde par des femmes âgées de 15 à 19 ans. Sur les 15 à 17 millions de naissances annuelles qui sont le fait d'adolescentes, 12 à 14 millions, soit huit sur dix, ont lieu dans les pays en développement. Dans ces pays, 13 % des nouveau-nés ont une mère adolescente et dans les pays les moins avancés (PMA) cette proportion s'élève même à un sur six. Selon les prévisions démographiques de l'*International Data Base* (U.S. Bureau of the Census), les maternités précoces reculeront à quelque 13,7 millions par an d'ici 2020. D'ici là, à cause de l'entrée des nombreuses fillettes en âge reproductif, quelque 300 millions d'enfants auront été mis au monde par des adolescentes. Le recul des maternités précoces est plus la conséquence du mariage plus tardif que de la diffusion de la contraception. Les Enquêtes démographiques et de santé montrent que les besoins en contraception non satisfaits sont élevés : 15 à 45 pour cent des adolescentes mariées souhaiteraient limiter leur descendance.

Les différences régionales et nationales sont béantes [tableau 2]. On peut schématiser la situation en disant que les premiers rapports sexuels des femmes asiatiques et nord-africaines se déroulent le plus souvent dans le cadre du mariage, tandis que l'activité sexuelle pré-nuptiale est la norme dans les pays développés et en Afrique subsaharienne ; dans cette dernière une adolescente, de 15 à 19 ans, sur quatre est toutefois déjà mariée. Il est également difficile de faire des généralisations par aires géographiques, car il existe toujours des pays qui sortent des spécificités régionales. Ainsi, quelque 40 pour cent des naissances précoces

ivoiriennes ont lieu au sein du mariage, tandis qu'au Botswana la majorité de ces naissances se situent en dehors de l'union conjugale. En Afrique subsaharienne, près de la moitié des jeunes femmes deviennent mère avant l'âge de 20 ans, avec des proportions qui varient entre un quart et deux tiers. C'est le fait d'un tiers des adolescentes latino-américaines et asiatiques. En Asie, il existe de grands écarts entre les pays : la proportion est de deux tiers au Bangladesh, de moitié en Inde et inférieure à un quart au Sri Lanka, aux Philippines et en Thaïlande.

**Tableau 2. Jeunes : défis sociaux**

|                               | Jeunes (10-14) travailleurs en % du groupe d'âge |      | Taux de scolarisation primaire (1993-97) h |        | Taux de scolarisation secondaire (1990-95) h |        | Naissances pour 1 000 jeunes filles (15-19 ans) |      |
|-------------------------------|--|------|--|--------|--|--------|---|------|
|                               | 1980   | 1996 | Garçons                                    | Filles | Garçons                                      | Filles | 1996  | 2020 |
| Afrique subsaharienne         | 35   | 30   | 61   | 55     | 27   | 22     | 138   | 85   |
| Moyen-Orient et Afrique du N. | 14   | 5    | 85   | 76     | 62   | 51     | 62  | 49   |
| Asie du Sud                   | 23   | 17   | 75   | 63     | 52   | 33     | 66 d  | 49 d |
| Asie orientale et Pacifique   | 27   | 11   | 98   | 96     | 57   | 49     | 14 e  | 14 e |
| Amérique latine et Caraïbes   | 13   | 9    | 89   | 90     | 52   | 56     | 59  | 37   |
| Pays à revenu élevé           | 0  | 0    | 98 a                                       | 98 a   | 98   | 99     | 35 f  | 41 f |
| Pays à revenu intermédiaire   | 11   | 7    | 83 b                                       | 76 b   | 52   | 41     | 63 g  | 47 g |
| Pays à revenu faible          | 28   | 18   | 64 c                                       | 55 c   | 22   | 13     | ...   | ...  |
| Total mondial                 | 20   | 13   | 85   | 79     | 58   | 50     | 59  | 46   |

**Notes :** a : Pays industrialisés ; b : Pays en développement ; c : Pays les moins avancés ; d : Asie, sans Proche-Orient, Chine et Japon ; e : Chine et Japon ; f : Pays les plus développés ; g : Pays les moins développés ; h : Taux net pour la scolarisation primaire et taux brut pour la scolarisation secondaire.

**Sources :** UNICEF, *La situation des enfants dans le monde 1998* ; The World Bank, *World Development Indicators 1998* ; U.S. Bureau of the Census, *International Data Base*, 1999.

Au cours des 10 à 15 dernières années, la fécondité des adolescentes de 15 à 19 ans a plus fortement baissé que celle des femmes âgées de 20 à 24 ans et ce surtout dans les zones urbaines (24 % des femmes rurales, âgées de 15 à 19 ans, des pays en développement ont au moins un enfant contre 16 % des femmes urbaines). Malgré la baisse de la fréquence des maternités d'adolescentes, la situation demeure alarmante. Parmi les adolescentes, les complications de la grossesse sont la principale cause de décès dans le monde. Ce risque accru vaut également pour les enfants nés de jeunes mères. En effet, ces nouveau-nés souffrent souvent d'un poids à la naissance insuffisant, de prématurité, de séquelles résultant de l'accouchement. La situation de précarité dans laquelle se débattent souvent ces mères accentue le risque. Les conséquences socio-économiques des grossesses précoces sont elles aussi redoutables. Ces adolescentes abandonnent souvent leur scolarité (10 000 cas par an rien qu'au Kenya, par exemple), courent un plus grand risque de vivre dans le dénuement et sont fréquemment rejetées par leur famille ou leur communauté.

De nombreuses grossesses précoces non désirées se terminent par un avortement induit, souvent dans des conditions dangereuses (surtout dans les pays où l'avortement est illégal ou fortement réglementé). Ainsi, chaque année, entre un et quatre millions d'adolescentes (15-19 ans) subissent une interruption de grossesse qui, la plupart des fois, peut être qualifiée comme étant à risque. Ceci touche surtout les pays en développement. En Afrique, par exemple, 24 à 37 pour cent des hospitalisations dues à des complications concernant l'avortement sont le fait d'adolescentes ; en Amérique latine ce pourcentage varie entre 14 et 40 pour cent selon le pays.

Les grossesses précoces non désirées sont attribuables à la pauvreté et au manque de pouvoir sur son destin. Cette situation entraîne l'abandon de la scolarité, des rôles domestiques inégalitaires, la démission des parents, une mobilité sociale et physique réduite, un manque d'insertion dans le monde du travail, des abus et des sévices sexuels. Les Enquêtes mondiales sur la fécondité ont montré, qu'en moyenne, les femmes qui étudient pendant sept ans ou plus se marient quatre ans plus tard que celles qui n'ont pas fréquenté l'école ; elles recourent aussi davantage aux méthodes contraceptives, ce qui réduit d'autant leur fécondité. Au Togo, 17 pour cent des adolescentes (15-19 ans) qui ne sont jamais allées à l'école ont un enfant chaque année, contre 1 pour cent des filles qui ont 10 ans ou plus de scolarisation. Mais les liens ne sont pas aussi mécaniques que cela. À dire vrai, il n'y a pas de relation de cause à effet entre le faible niveau d'instruction et les grossesses précoces ; il s'agit plutôt de phénomènes qui vont de pair, et ce principalement dans les zones rurales appauvries. L'absence de services de santé reproductive destinés aux adolescents joue aussi un rôle. Dans les pays développés d'autres facteurs entrent également en ligne de compte. Dans certains cas, l'adolescente tomberait enceinte à dessein, dans le but, entre autres, d'accélérer son accès à l'autonomie, pour défier la famille et la société ou pour combler un vide existentiel.

La promotion du développement social nécessite d'investir bien davantage dans les jeunes, notamment dans les domaines de l'éducation (primaire et secondaire), de l'insertion des adolescents dans le monde du travail et dans l'amélioration de l'offre et de la qualité du logement et des loisirs. Les programmes de planification familiale doivent être accessibles aux adolescents et « youth-friendly » (bon accueil, anonymat, présence de pairs). Des efforts doivent être faits pour faire évoluer les mentalités qui contribuent aux maternités précoces ; il s'agit, particulièrement, de l'influence du mariage et de la maternité sur le statut de femme et du fait que la sexualité des adolescents reste le plus souvent un sujet tabou.

Les actions entreprises rencontrent plus de succès lorsque l'approche est globale et qu'elle implique la participation de tous les acteurs sociaux, surtout des parents et... des adolescents eux-mêmes. Ils doivent être associés à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des programmes de santé sexuelle et reproductive. Les adolescents d'aujourd'hui sont appelés à devenir les adultes et les parents de demain. Les décisions qui sont prises en ce moment auront un impact décisif sur l'avenir de nos sociétés.

Rafael Matos,  
LaboDém

## **SWISSAID**

### **La planification familiale comme « effet induit » par les activités des projets**

« Let us not count people. Let us invest in them. »  
Ravi Duggal, coordinateur de SWISSAID en Inde

SWISSAID n'a pas de politique démographique particulière dans le cadre de ses projets. Cela signifie-t-il que SWISSAID ne voit pas de danger potentiel dans l'accroissement de la population mondiale et qu'elle n'accorde pas d'importance à la diffusion de la planification familiale ? Certainement pas, mais ces thèmes ne se trouvent ni au premier rang, ni au centre de notre travail. Nous donnons la priorité à la promotion des femmes, au développement durable, au développement autodéterminé.

Le travail de SWISSAID, œuvre suisse de développement fondée voici 50 ans, repose sur la conviction qu'un développement efficace et durable doit trouver sa source chez les personnes directement concernées. Ainsi, par exemple, une démarche comme celle prônée par Helmut Schmidt - une aide au développement à condition que l'utilisation de la pilule soit élargie - ne convient guère. Même si elles découlent de préoccupations sincères, de telles exigences constituent un affront pour les populations pauvres d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Le Nord leur prescrit une nouvelle fois quelque chose. Les femmes doivent avoir moins d'enfants... pour le salut de la planète. Mais cela, elles ne peuvent pas se le permettre. Elles ont encore trop besoin de mains supplémentaires lors de la moisson, pour les tâches de la maison et pour assurer leurs vieux jours.

#### **Que désirent donc les parents ?**

Existe-t-il un pays européen où l'on a fait baisser la natalité en décrétant la planification familiale ? Certainement pas. Le nombre d'enfants a diminué à peu près à la même cadence que s'améliorait le bien-être. Pas besoin, pour s'en convaincre, de regarder loin en arrière dans le temps : un coup d'œil sur notre propre histoire familiale nous le montre dans bien des cas. Prenons l'exemple de mes grands-parents. Ils fondèrent leur famille peu après le tournant du siècle. Un de mes grands-pères, qui ne possédait ni terres ni bétail, était journalier. Sa femme donna naissance à huit enfants bien portants, qui survécurent tous. L'autre grand-père habitait avec son épouse dans sa propre maison et travaillait sa terre tout en gérant une petite auberge. Ils eurent cinq enfants, dont un mourut très jeune, lors de l'épidémie de grippe. Or, au cours de la génération suivante, le nombre d'enfants fluctua entre 0 et 4. Cette évolution n'est pas le résultat d'une quelconque pression ou d'une politique de population; elle est le fruit du libre choix des parents concernés.

Si nous revenons maintenant à l'Asie ou à l'Afrique, ne devrions-nous pas nous enquérir également des vœux des parents ? SWISSAID essaie de les prendre en compte. En tant que promotrice d'un développement autonome, elle ne parcourt pas le monde avec un programme, ne cherche pas des personnes qui voudraient exécuter un projet SWISSAID. Ce que SWISSAID offre, ce sont des appuis aux efforts des groupes locaux, un accompagnement dans la définition des problèmes les plus urgents et dans la quête de solutions appropriées et

durables. Ce faisant, une attention toute particulière doit être accordée aux requêtes des femmes.

### **Soudain les femmes peuvent parler de sexualité**

Bien sûr, ces projets diffèrent beaucoup entre eux. On peut néanmoins dégager les grandes lignes d'un « modèle ». D'abord, les femmes désirent améliorer la situation économique de leur famille : par exemple à travers un petit artisanat, un petit commerce ou une meilleure utilisation des ressources agricoles. Le groupe acquiert rapidement de l'importance pour ces femmes, elles profitent de ce petit espace de liberté, se sentent en sécurité, établissent des relations de confiance. Arrive le moment où elles abordent leurs problèmes personnels, extériorisent leurs peurs, posent des questions inhabituelles. La santé, la sexualité et la violence au sein de la famille cessent d'être des tabous. Comme elles l'ont déjà fait pour le domaine économique, les femmes formulent alors des besoins qui les concernent directement. Le désir de ne plus voir s'agrandir la famille ou d'espacer les naissances fait souvent partie de ceux-ci. En fait, les femmes qui, en Asie comme en Europe, désirent vraiment avoir douze enfants ou davantage ne sont guère nombreuses. La planification familiale émerge ainsi comme un besoin. Il ne reste « plus » alors qu'à convaincre le partenaire ou, si nécessaire, à jouer au plus fin avec lui.

Si la devise « le développement est la meilleure pilule » n'est pas nouvelle, elle a le mérite d'aller droit à l'essentiel. Ainsi, tous les projets qui conduisent à l'amélioration des conditions de vie possèdent une composante démographique. Mais cette dimension ne constitue un but en soi, ni pour les partenaires locaux, ni pour SWISSAID. Il s'agit seulement d'une retombée possible de la lutte contre la pauvreté et de la promotion des femmes.

Ravi Duggal, le coordinateur de SWISSAID en Inde, conclut un rapport consacré au thème de la planification familiale par cet appel : « Nous avons un besoin pressant d'une nouvelle compréhension globale du thème "population et développement". Nous ne devrions pas compter les gens mais investir en eux ».

Elsbeth Steiner,  
responsable de l'information, SWISSAID  
*traduction de l'allemand : LaboDém*

**SWISSAID** est une fondation suisse indépendante qui, en tant qu'organisation consacrée au développement, est active aussi bien en Suisse qu'à l'étranger. Son but est de promouvoir la solidarité de la population avec les laissés-pour-compte de ce monde. Au soutien accordé à des populations particulièrement pauvres d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, s'ajoutent, en Suisse, des tâches d'information et des activités dans le domaine de la politique du développement.

Le travail de SWISSAID est basé sur la conviction qu'un développement efficace et durable doit être défini d'abord par les personnes concernées. C'est la raison pour laquelle SWISSAID s'est donnée pour principe d'aider ceux qui s'aident eux-mêmes.

Des informations supplémentaires peuvent être obtenues à :

SWISSAID, rue de Genève 52, 1000 Lausanne 9. Internet : [www.swissaid.ch](http://www.swissaid.ch)



## Nouvelles de l'espace-ressources

### LES FORMATIONS POP & DEV

#### Bilan...

La troisième édition du cours international francophone IPPF/DDC organisé par le Centre pour l'étude de la famille africaine (CEFA) et le LaboDémo à Bamako en février dernier a confirmé que ce type de formation répond à un besoin qui, dans le monde francophone, n'est pas couvert par d'autres événements. Un bilan des connaissances relatives aux enjeux socio-démographiques et de santé de la reproduction, l'intégration des problématiques du Sud dans une vision plus globale des évolutions au Nord comme au Sud, une équipe d'enseignants de différentes disciplines, ouvrent des horizons qui permettent aux participants d'insérer leurs activités spécifiques dans une conception plus intégrée des problèmes. Au fil des trois cours, l'expérience a pu être affinée. Une dimension plus participative a permis une appropriation accrue des connaissances, ceci en particulier à travers des travaux de groupes axés sur trois dimensions transversales : femmes, jeunes, participation communautaire. Commencée les derniers jours de la première semaine en s'ancrant dans les visites de terrain en zones rurales et urbaines périphériques, cette réflexion s'est poursuivie la seconde semaine pour esquisser des principes d'action.

#### ...et perspectives

La poursuite du programme Pop & Dev pour le public francophone dépend maintenant des synergies à créer avec le processus que souhaite lancer le World Bank Institute. Dans la ligne de ce qu'il met en place pour le monde anglophone et qui aboutira cet automne à un premier Core Course sur les questions de population (voir *Calendrier des manifestations*), il organise un premier forum en français. Celui-ci se déroulera à **Dakar les 10-14 mai** prochains et traitera de la **planification en matière de santé de la reproduction dans le contexte des réformes des systèmes de santé** ; le LaboDémo y interviendra en traitant de la question des besoins des jeunes.

Le LaboDémo a aussi été sollicité pour co-organiser deux événements en Suisse :

*A la recherche d'indicateurs démographiques pertinents pour guider le développement durable des sociétés urbaines.* Colloque de l'Association des démographes de langue française, 31 mai – 2 juin 1999, IKB, Sion. Comprendra quatre sessions : Réinventer la collecte des données. Les méthodes pour l'analyse des populations locales. La structure de l'espace : les disparités démographiques locales. Démographie et développement local durable.

*Data and analysis of population change and the implementation of ICPD Programme of Action in countries with transition economies.* Training workshop de l'Unité en matière de population de la Commission économique pour l'Europe (Nations Unies) accueilli à l'Université de Genève, 23 août - 2 sept. 1999 (dates exactes à confirmer).

Pour ces deux manifestations, quelques places sont disponibles pour les représentants des institutions suisses concernées. Pour toute information, s'adresser au LaboDémo.

Et notez déjà que :

Un **module Population & Développement** sera organisé par le LaboDémo en collaboration avec la DDC et l'IUED, au printemps 2000, en Suisse (lieu à confirmer).

Le LaboDémo, siège de l'espace-ressources, est chapeauté par un comité de direction composé de : Prof. H.-M. Hagmann, secrétaire général, Prof. J. Kellerhals, Prof. A. Perrenoud, Prof. G. Ritschard, Prof. C. Sauvain-Dugerdil et Dr J. Coenen-Huther.

Pour toute information relative

- aux formations : Cl. Sauvain-Dugerdil. (tél. 022 - 705 71 08, Claudine.Sauvain@ses.unige.ch ou J. Coenen-Huther (705 71 06, Josette.Coenen-Huther@ses.unige.ch).

- à BIPED, au site Internet et au Fonds de documentation : Rafael Matos (705 70 98, matos@uni2a.unige.ch).

## FONDS DE DOCUMENTATION

**[www.unige.ch/ses/demog/](http://www.unige.ch/ses/demog/)**  
**le site Internet du LaboDémo**

Nos pages Internet se sont étoffées depuis le lancement de notre site en décembre 1998. Vous pouvez y consulter le premier rapport d'activité du LaboDémo, les deux premiers numéros de BIPED, les diverses publications suisses relatives au processus CIPD + 5. La page *Population et Développement* fournit des informations sur nos travaux et notre offre en formation continue. Des liens vous facilite l'accès à une vingtaine d'associations professionnelles, organismes de recherche et partenaires, de même qu'aux principaux répertoires électroniques de ressources en démographie (publications en ligne, statistiques, logiciels, bases de données et autres cartes).

### **Processus CIPD+5 au niveau de la Suisse**

#### ***☞ sa participation au processus international***

La Suisse a participé activement aux événements internationaux avec une délégation représentative des divers milieux directement impliqués dans ce domaine : administration (DDC/OFS), ONG (ASPFES), scientifiques (LaboDémo). La délégation a été particulièrement active à la Conférence européenne en contribuant de manière significative à la rédaction du rapport, notamment dans l'insertion d'une mention relative à la coopération avec les pays du Sud. L'intervention faite en plénière, comme aussi les déclarations de notre pays au Forum de La Haye et à la PrepCom (New York) sont disponibles sur le site Internet du LaboDémo.

### ☞ *le bilan en Suisse*

Un groupe de travail OFS/DDC/LaboDémo a été mis sur pied au printemps 1998. Un bilan de la situation en Suisse et dans les activités que la Suisse soutient à l'étranger a été réalisé en consultant les principaux acteurs concernés. Deux documents ont été rédigés :

- Rapport national pour la Conférence européenne (12 pages, en français et en anglais, disponible sur le site Internet du LaboDémo)
- Population et Développement : Quel bilan en Suisse ? Document de base CIPD+5 en Suisse, C. Sauvain-Dugerdil et B. Sartorius, OFS/DDC/LaboDémo, à paraître juin 1999 : DEMOS 2/99, OFS, Neuchâtel, env. 40 pages.

### ☞ *événements associés*

Les questions de population sont aussi présentées au public suisse par l'exposition " 6 milliards d'Hommes " du Musée de l'Homme (Paris) qui se tient à l'Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, avril 1999 – mars 2000 ; projet réalisé avec la collaboration de la DDC. Une publication OFS/DDC accompagne cette exposition en développant plus largement les thèmes abordés et en présentant la situation suisse à cet égard. :

*Six milliards d'humains : une aventure à déchiffrer.* C. Sauvain-Dugerdil.

A paraître juin 1999.

Les documents relatifs aux événements **CIPD+5 au niveau international** sont disponibles sur les sites des Nations Unies :

- celui de l'Unité en matière de population de la Commission économique pour l'Europe : [www.unece.org/ead/pau/rpm](http://www.unece.org/ead/pau/rpm) pour les Conclusions de la Conférence européenne (Budapest, décembre 1998) ;
- celui de POPIN (FNUAP / Division de la population) pour les différentes réunions techniques qui ont eu lieu en 1998 : le Document de base, le Rapport et la Déclaration officielle du Forum international de La Haye (8-12 février 1999), ainsi que les mesures proposées pour la poursuite de l'application du Programme d'action de la CIPD lors de la PrepCom à New York (24-31 mars 1999), document encore en négociation, dont la mise au point se poursuivra lors d'une nouvelle séance fin juin 1999.

### **Quelques références sur le « défi des jeunes »**

Sur ce thème, nous tenons à jour une **liste bibliographique**, qui répertorie à l'heure actuelle près de 200 références d'ouvrages et d'articles disponible dans l'espace-ressources. Elles concernent aussi bien le Sud que le Nord et touchent la santé, les domaines politique et législatif, en passant, entre autres, par les attitudes, comportements et représentations, l'éducation, la famille, l'entrée dans la vie adulte, les relations de genre et les rapports entre générations.

Quelques acquisitions récentes :

- Lange, Marie-France (sous la direction de), *L'école et les filles en Afrique. Scolarisation sous conditions*, Paris, Editions Karthala, 1998, 254 p.

Les huit études de cas de cet ouvrage, portant sur la scolarisation des filles dans cinq pays africains (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Nigeria et Tanzanie), analysent les rapports système scolaire – sociétés, de même que l'influence de l'éducation scolaire des filles sur les relations de genre. Les auteurs arrivent à la conclusion que le rôle supposé émancipateur de l'École a des limites. S'il est vrai que l'École a permis l'émergence d'élites féminines économiques ou politiques, le statut des plus défavorisées ne s'est guère amélioré. Néanmoins, les effets sont loin d'être négligeables. En effet, le « désordre social » que les populations africaines voient dans la scolarisation des filles manifeste la remise en cause positive des hiérarchies présentes et annonce l'élaboration de nouvelles normes sociales.

- *Critical Perspectives on Schooling and Fertility in the Developing World*. Editeurs : Caroline H. Bledsoe, John B. Casterline et al. Washington, D.C., National Academy Press, 1999, 320 p.  
Cette publication contient quelques-uns des travaux nord-américains et britanniques récents les plus intéressants concernant les liens entre scolarisation et comportement reproductif et leurs implications dans la recherche et les programmes gouvernementaux, notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est.
- *Review of the Youth Situation, Policies and Programmes in Asia and the Pacific*. New York, United Nations, Economic and Social Commission for Asia and the Pacific (ESCAP), 1997, 116 p. (cf. BIPED 2).  
Ce rapport passe en revue les progrès réalisés et les obstacles rencontrés dans la mise sur pied de politiques et de programmes destinés aux jeunes depuis l'Année internationale de la jeunesse (1985), principalement dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi et de la participation des jeunes dans la société. Il analyse également les tendances futures des politiques et des programmes et présente plusieurs études de cas.
- *Global commitments to youth rights. A guide for young people to the government agreements from the UN world conferences from Rio to Istanbul*. Londres, Commonwealth Secretariat, Commonwealth Youth Programme, 1997, 48 p.  
Ce guide, qui s'adresse en priorité aux jeunes âgés de 15 à 24 ans, recense et explique les principales conférences organisées par les Nations unies au cours de la période 1992-1996. Les implications sur les jeunes des accords issus de ces réunions sont regroupés et analysés dans dix chapitres thématiques.